

CENTRE D'ETUDES DE PROJETS
Université de Montpellier 1
cep@univ-montp1.fr

L'Economie Sociale et Solidaire en Languedoc-Roussillon-Septimanie : Identité et Développement Durable Régional

Projet de communication au FORUM sur l'Economie Sociale et Solidaire

- I-Identité de l'ESS et enjeux régionaux
- II-Spécificité sectorielle de l'ESS
- III-Spécificité fonctionnelle de l'ESS
- IV-Contribution à la production et à l'emploi
- V-Contribution à l'accumulation .
- VI-Evaluation des effets de l'ESS L-R-S.
- VII-Les réponses de l'ESS aux enjeux en L-R-S.

Michel Garrabé

Professeur de Sciences Economiques
Directeur du Centre d'Etudes de Projets
michel.garrabe@univ-montp1.fr

Février 2005

I- L'IDENTITE DE L'ESS ET ENJEUX REGIONAUX.

A- L'Identité de l'ESS en question.

1-Il y a dix ans déjà H.Sibille¹, posait la question de l'avenir de l'économie sociale et solidaire (ESS), et conditionnait même sa survie à sa profonde transformation. La question reste encore d'actualité. Du moins en tant que secteur économique et social cohérent.

2-- L'ESS est probablement, à une période charnière de son histoire. Depuis dix ans, les divergences entre les « familles » de l'ESS se sont accentuées. Les contraintes de l'ouverture des marchés, ainsi que l'exigence de compétitivité ont conduit les entreprises du secteur soumises à la concurrence, à s'adapter en essayant de concilier leur identité avec leur survie, du moins pour certaines. Pour d'autres, peut être, la tentation d'une nouvelle identité, moins contraignante, est-elle apparue. Il leur faudra choisir.

3Une partie d'entre elles risque, du fait des contraintes de taille et de la mondialisation, de basculer dans le secteur marchand classique, abandonnant la solidarité au profit d'un militantisme de marketing. A l'inverse, une autre partie du secteur, s'appropriant, abusivement, l'image de la solidarité, mais inventant souvent des solutions innovantes, rejette le principe de l'échange marchand et de l'efficacité, au risque de se condamner à la dépendance financière et à la confidentialité.

4-L'éclatement du secteur est une éventualité que certains anticipent et peut être espèrent. Pourtant si à travers toutes les divergences, l'on parle de « familles » de l'ESS, c'est que au delà des différences, existe le sentiment de liens forts² qui caractérisent le secteur, et que l'on pourrait traduire par une volonté commune de contribuer directement, chacun à son niveau, chacun dans son domaine et sur son territoire, au développement économique et social durable.

5-Cependant pour la majorité des structures, le problème n'est pas de renoncer à une identité mais au contraire de la conforter dans un nouveau contexte, celui de mutations démographique, sociologique et économique qui se profilent pour les prochaines années.

6-Au plan régional, la situation économique et sociale présente un certain nombre de caractéristiques actuelles et de besoins pour affronter l'avenir, dont il faut semble t-il nécessairement tenir compte pour identifier la place et le rôle de l'ESS en L-R-S. au cours des prochaines années.

B-Le contexte économique et social du L-R-S.

Il est toujours difficile de proposer un survol rapide, d'une situation économique et sociale aussi complexe que celle du L-R-S aujourd'hui. Cet exercice paraît pourtant indispensable pour disposer d'un cadre formalisant les principales tendances économiques et sociales à travers lesquelles les structures de l'OESS pourraient exercer leurs différentes fonctions.

1-La situation économique actuelle (données 2003)³

¹ SIBILLE H. (1995) : Pour une nouvelle économie sociale Alternative économique n°123.

² au sens de WOOCOCK M.(1998): Social Capital and Economic Development : toward a theoretical synthesis and Policy Framwork Theory and Society 27 (2) pp151-208

³ Insee ³ http://www.insee.fr/fr/insee_regions/languedoc

Nous retiendrons les principales caractéristiques suivantes :

a-Activités et emplois :

- Bâtiment : création d'emplois (faible taux d'intérêt + démographie favorable).
- Tourisme : en baisse -4% (en 2002) : problème de valorisation de l'accueil.
- Transport : vulnérable : dépendant d'une croissance tendancielle faible.
- Tertiaire : : création d'emplois (services aux entreprises) ; (36% des créations d'emplois) pour les entreprises de +10 salariés.
- Agriculture et industrie : plus d'emplois détruits que créés (en moyenne), avec des créations nettes dans certaines catégories (cadres par exemple).

b-Création d'entreprise : +10% en 2003 ; +20% pour le secteur du service aux entreprises.

c-Augmentation des risques environnementaux : pollution de l'air accrue; 384000 habitants en zones inondable ; accroissement des déchets et des encombrements ; diminution du foncier péri-urbain.

2-L-R-S : Situation sociale actuelle⁴

a-Pression démographique continue : +27000 habitants en 2003 (total pour le L-R-S. 2.4MLS) ; 4500 élèves de plus dans les lycées (public+ privé)

b-Le PIB par habitant du L-R-S est de 77% du PIB moyen en France (88% hors région parisienne. C'est le taux le plus faible, en France métropolitaine.

c-Le chômage en L-R-S 13.7% (13.9 en 2002) contre 9.4% au niveau national.

d-Le revenu des ménages régionaux tributaire de la solidarité nationale. Le taux de RMIstes 2 fois supérieur à la moyenne nationale (le plus élevé des provinces métropolitaines. Le nombre des foyers fiscaux est inférieur à la moyenne nationale. Les transferts sociaux représentent 43.4% des revenus (contre 38% pour la moyenne).

e-Dépenses sociales en hausse (total 10MDS) : Assurance maladie +12%, France 7%

3-L-R-S : Quelques tendances lourdes des besoins futurs⁵

a-Forte croissance démographique.

Celle-ci est de l'ordre de 0.9%/an, dont 90% sont dus au solde migratoire, (2,5 fois la moyenne nationale). Polarisation en zones urbaines (étendues du fait du coût du foncier) et sur le littoral. Cette croissance constitue un apport en capital humain et social, favorable au développement régional,

b-Pression sur les ressources naturelles.

La croissance démographique, justifie de besoins en services sanitaires et sociaux multiples (santé, formation, insertion, culture...), mais aussi de besoins en équipements privés et publics (logements, infrastructures de transport, établissement d'enseignement....). Cela contribue à accroître la pression sur les ressources naturelles (espace (péri-urbain, littoral), eau, déchets et pollution atmosphérique). Les investissements liés à l'environnement (normes relatives aux eaux usées et déchets) sont supérieurs aux investissements liés à l'accroissement de la population.

⁴ Insee ⁴ http://www.insee.fr/fr/insee_regions/languedoc

⁵ http://www.insee.fr/fr/insee_regions/languedoc/rfc/docs/syn0307b.pdf

c- Processus de vieillissement dû à l'allongement de la durée de vie.

La croissance démographique moyenne a été de 1% par an, depuis 40 ans. La croissance des plus de 60 ans a été de 1,25% de 1975 à 1999, et devrait être comprise entre 1,7 et 2,3% par an jusqu'en 2015. De 2000 à 2015, la hausse de l'âge moyen serait de 4,8 ans. L'âge moyen serait même en 2015 de 45 ans, pour une moyenne nationale de 43,8ans.

En 2015 le L-R-S compterait 282000 personnes de plus de 75 ans contre 206000 en 2000⁶. De 2000 à 2015 le nombre des personnes dépendantes pourrait passer de 30000 à 41000 (+40%), dont 15000 dans l'Hérault.

Il en résulte de forts besoins pour l'accueil, les soins et l'aide en général des personnes âgées. La situation de L-R-S. est actuellement préoccupante de ce point de vue.

Accueil des personnes	L-R-S	France
Nombre de lits pour 75 ans et plus (pour 1000)	103	138
Structures médicalisées (pour 1000)	49	57
Soins à domicile (pour 1000)	13	15.5
Educateurs spécialisés/Allocataire adulte handicapé	70	84.7
Aides ménagères et auxiliaires de vie/ 75 ans et plus	18.1	21.9
Aides médico psychologiques/ 75 ans et plus	3.2	5.4
Assistants de service social/allocataire du RMI	21.3	38.2
Assistants de service social/allocataire API	146.3	252.8
Assistants de service social/chômeurs	9.8	13.1
Taux d'hébergement et de réadaptation social (pour 1000)	0.74	0.95

d- Mutation et revitalisation.

Dans les secteurs traditionnels structurant le développement, (agriculture, bâtiment, tourisme et tertiaire) des problèmes d'adaptation existent.

-Formation dans le bâtiment (croissance 20000 Logements/an jusqu'en 2010) : attirer, former, intégrer, fidéliser les jeunes.

-Revitalisation de l'agriculture : en 30ans -59% des exploitations ; -58% de l'emploi ; -13% de la SAU⁷.

-Re dynamisation du secteur touristique, développement et transformation des structures d'accueil.

e- Développement et diversification.

De forts besoins en formation initiale et permanente (générale et professionnelle) apparaissent d'ors et déjà dans les domaines de la santé, des NTCl et du tertiaire.

-Effectifs insuffisants en personnel de travail social

-Adaptation nécessaire des formations de ces personnels

-Renouvellement des personnels soignants à anticiper.

-Formation de personnels qualifiés dans les NTIC⁸

-Formation métiers de la recherche et formation continue.

C-Les enjeux en L-R-S.

1-De façon simplificatrice, nous regrouperons ces enjeux en sept catégories. Notre objectif étant de repérer comment les structures de l'ESS peuvent contribuer à relever ces enjeux.

1-Croissance démographique

2-Vieillessement de la population

⁶ Repère synthèse Insee Septembre 2002.

⁷ Surface Agricole Utile.

⁸ Nouvelles Technologies de l'Information et des Communications

3-Mixité sociale
4-Diversification économique
5-Productions technologiques
6-Préservation environnement
7-Equilibre des territoires

2- Parce que la région est devenue un carrefour d'activités en plein développement, ces mutations sont indispensables. La dynamique d'attraction de L-R-S s'accompagnerait d'un vieillissement et d'un redéploiement démographique, cause de pressions environnementales. Au plan sociologique, la région pourrait être celle des mixités sociales, mixité d'âge, d'origine, mais aussi mixité confessionnelle, culturelle etc... Enfin au plan économique, le plus probable est la transformation des activités traditionnelles et leur diversification vers des productions technologiques, avec un fort besoin de formations adaptées.

3- Les enjeux des mutations attendues, constituent le cadre des transformations à venir, et avec elles des inévitables bouleversements sociaux. Dans ce contexte l'ESS devrait renforcer ses fonctions d'acteur des mutations économiques et sociales, en confirmant son rôle par la force de sa diversité, par sa capacité à révéler les problèmes, ainsi que par sa capacité de réponse.

II-LA SPÉCIFICITÉ SECTORIELLE DE L'ESS..

Dans la région L-R-S, comme dans les autres, plusieurs types de classifications⁹ structurelles de l'ESS pourraient être proposés. De notre point de vue, cependant, ce secteur peut être décomposé en quatre sous-secteurs.

A-Le sous-secteur Marchand Concurrentiel et Solidaire (MCS).

C'est le sous-secteur où l'on rencontre les Mutuelles et les Coopératives, des associations du secteur sanitaire et social, du tourisme social, etc... Les termes concurrentiel et solidaire sont volontairement associés, la concurrence concernant les structures et la solidarité les adhérents et les bénéficiaires.

B-Le sous-secteur Marchand Non Concurrentiel et Solidaire (MNCS).

On peut regrouper, ici, les structures exerçant une activité d'échange marchand mais dans des conditions abritées de la concurrence, du fait par exemple, de leur localisation (enclavement territorial), de l'insuffisance de la demande (insolvabilité), ou de l'exercice d'une mission déléguée (sport). C'est le cas d'un certain nombre d'associations sociales, culturelles ou sportives par exemple.

C-Le sous-secteur Solidaire Hors Marchand par Insolvabilité (SHMI).

Cette catégorie regroupe les ONG caritatives et les associations de secours et d'entraide, ainsi que celles de la défense des droits par exemple. Ici il n'y a pas échange, bien que les services rendus pourraient par nature avoir un prix. La différence avec la catégorie précédente vient de l'insolvabilité totale des usagers (exclusion économique).

D-Le sous secteur du Solidaire Hors Marché par Nature (SHMN).

C'est le domaine privilégié de la production démocratique (civique) mais aussi de la protection de l'environnement, des associations confessionnelles ou convictionnelles.

⁹ D'AMOURS M. (2002) : Economie et Solidarités Québec 1-2/2002

L'ensemble de ces sous-secteurs propose deux types de contributions. L'une dont l'objet est la satisfaction immédiate d'un besoin, et l'autre la participation à la constitution des stocks de capitaux multiples nécessaires au développement et à la croissance durable. La différence entre ces deux contributions, tient non pas à la nature des services ou des biens produits mais à la nature de leur affectation.

III-LA SPÉCIFICITÉ FONCTIONNELLE DE L'ESS.

Le secteur de l'ESS partage avec les secteur public et privé les fonctions de production et d'accumulation de richesse ou d'emplois. En plus de cette production économique, dont nous proposerons une évaluation pour le L-R-S dans le point VI (infra), ce secteur présente un certain nombre de fonctions spécifiques.

A-La fonction de production sociale.

La nature et les contenus originaux des rappports internes de production, mais aussi des rappports producteurs-clients dans le cadre du contrat d'échange, ou des rappports prestataires-bénéficiaires sont des attributs propres au secteur. La production de capabilités¹⁰ ou d'autonomie relève de cette fonction. De même d'ailleurs que la production de démocratie et de citoyenneté.

B-La fonction d'alerte et de signal.

En tant que structures et qu'acteurs immergés dans le tissu social de la société civile, les implantations de l'ESS, par la réceptivité qui est la leur, fonctionnent comme autant de « capteurs » des besoins et des malaises sociaux. Ces structures sont en résonance du besoin social.

C-La fonction de réponse à l'urgence.

La qualité de réactivité de certaines structures, ciblées, mobiles, adaptables, actives ou en veille, représente un avantage de flexibilité (surplus de flexibilité), minimisant les temps de réponse aux besoins sociaux surgissant d'une situation imprévue ou insuffisamment anticipée.

D-La fonction de mobilisation et de concernement.

Le maillage social et le fonctionnement en réseaux horizontaux ou verticaux, favorisent la mobilisation des acteurs sociaux mais aussi des décideurs et de l'opinion. De plus la réputation, qui est un attribut, de la confiance, elle-même constitutive du capital social de l'ESS, amplifie les réactions du secteur.

E-La fonction d'articulation ou de médiatisation.

Le secteur de l'ESS est souvent (cela concerne une grande partie de ses structures) à l'interface de la société civile, dont il fait partie et dont il est le témoin privilégié, du secteur privé marchand, et des organisations publiques, dans la mise en œuvre des politiques sociales particulièrement.

F-La fonction d'innovation sociale.

L'ESS est souvent le lieu de l'innovation sociale, que se soit dans le cadre de contrats de prestation améliorées, ou d'expériences de systèmes de production et d'échange. Elle assure la promotion d'autres formes d'organisation, que les sociétés de capitaux, articulant l'économique et le social, par exemple :

- épargne et crédit solidaires
- réseaux d'échange réciproque

¹⁰ La capacité est une capacité d'accès (insertion) : Voir infra, section V, le capital humain

- les SCIC
- le commerce éthique
- l'union d'économie sociale
- Les coopératives d'emplois et d'activités
- Les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- la coopérative hospitalière des médecins et le réseau coopératif de santé
- coopératives de consommation liées au multimédia

G-La fonction de préservation de l'identité territoriale.

Enfin, le secteur joue un rôle déterminant dans la préservation de l'identité territoriale par son action en faveur du développement local, par la préservation des activités de proximité, par la préservation des actifs naturels et culturels, ainsi que la construction de formes institutionnelles comme les labels locaux notamment.

IV-LA CONTRIBUTION A LA PRODUCTION REGIONALE.

L'identification de la contribution à la production régionale des OESS, devrait s'accompagner, en contrepartie, de la mesure de son coût. Nous évoquerons cette question ultérieurement.

Cette contribution productive peut être déclinée ainsi :

- Contribution à la valeur ajoutée marchande
- Contribution au surplus de solidarité
- Contribution à la valeur ajoutée non marchande
- Contribution à l'emploi régional
- Contribution à la productivité du secteur privé
- Contribution à la réduction des dépenses publiques

A-Contribution à la valeur ajoutée marchande directe et indirecte.

Le sous-secteur Marchand Concurrentiel et Solidaire (MCS), produit de la valeur ajoutée marchande directe et indirecte. La valeur ajoutée marchande directe constitue la production nette du sous-secteur. La valeur ajoutée marchande indirecte est constituée par les productions intermédiaires induites, nécessaires au fonctionnement du sous secteur MCS. On pourrait souligner également la création de valeur ajoutée secondaire, liée aux dépenses des salariés du secteur (entre autres).

B- Contribution au surplus de solidarité.

Le « surplus de solidarité » représente l'ensemble des avantages perçus par les usagers du fait de prestations du secteur moins chères qu'elles ne seraient sur le marché, ou de meilleure qualité pour un prix identique (sous-secteur MNCS). En fait ce surplus n'est pas mesuré par la valeur ajoutée directe. En effet, il représente une quantité de Bien Etre supplémentaire pour un même prix. Il ne s'identifie pas non plus à un surplus de consommateur, dans la mesure où l'écart entre disposition à payer et prix, peut être nul du fait de l'insolvabilité de certains acteurs qui profitent de cette situation.

C- Contribution à la valeur ajoutée non marchande.

La contribution à la valeur ajoutée non marchande concerne la création de valeurs ajoutées sociales. C'est le cas d'avantages gratuits résultant de prestations qui ne sont pas valorisées par le marché. Leur production relève des deux derniers sous secteurs (SHMI SHMN).

D- Contribution à l'emploi direct et indirect.

Ces emplois concernent les emplois occupés par les entreprises de l'ESS, les emplois créés par les demandes à l'économie du secteur de l'Economie sociale, mais aussi les emplois

secondaires, liés aux dépenses des revenus distribués par le secteur de l'Economie sociale et ses filières (au prorata pour ces dernières des demandes du secteur).

E-Contribution à la productivité du secteur privé.

L'activité des OESS contribue très directement à l'amélioration de la productivité des entreprises privées du secteur marchand.

1-Par la proposition d'aides directes et indirectes, accompagnement d'entreprises naissantes, crédit solidaire, formation etc...

2-Les acteurs affiliés à des associations sont considérés comme en général plus productifs que ceux qui ne le sont pas¹¹.

3-Les entrepreneurs du secteur marchand ayant eu une expérience préalable dans le secteur des OESS, réussissent mieux ensuite dans le secteur privé.

4-La protection de la nature par les OESS, entraîne un évitement de surcoût pour les entreprises marchandes utilisant les actifs naturels.

5-L'encadrement social, produit de la confiance, favorise l'aménité et donc réduit les risques liés à la délinquance.

F-Contribution à la réduction des dépenses publiques.

La réduction des dépenses publiques du fait des OES permet de dégager des moyens pour d'autres actions et donc contribue à l'accroissement de la production publique.

1-Les coûts publics évités mesure l'écart entre les coûts de prise en charge par la collectivité des activités de maintien par exemple des capacités contributives des acteurs productifs, et la valeur des subventions accordées pour cette tâche (coût de production du service moins le coût de la subvention).

2-Les coûts sociaux évités représentent le coût collectif des effets de situations sociales dégradées qui a été évité, du fait de l'action des OESS. De tels coûts ont fatalement des conséquences sur les budgets publics (coût de répression, coût de réparation...)

3-Les OESS contribuent à la réduction des dépenses publiques, en général des Informations sociales relatives aux besoins ou aux risques sociaux, qui une fois mobilisées permettent aux acteurs publics d'en prendre conscience et d'y répondre (coût de collecte de l'information : enquêtes...)

4-Enfin le secteur fonctionne comme un laboratoire d'innovation sociale et d'expérimentation de politiques sociales.

V- CONTRIBUTIONS A L'ACCUMULATION REGIONALE.

1-Les OESS jouent un rôle fondamental dans la constitution du capital productif nécessaire à la croissance et au développement durable régional. En fait le processus de croissance et de développement durable régional est un système à capitaux multiples. En effet ce sont des formes différentes de capitaux, technique, naturel, humain, social et institutionnel qui sont articulées et qui permettent à moyen terme ce processus de développement. Cette accumulation résulte du fait que certaines des productions de l'ESS ne disparaissent pas sous forme d'une consommation de biens ou de services mais sont accumulées¹². Ces formes de capital obéissent bien aux phases d'accumulation, de production et de dépréciation.

2-Les interactions de l'ensemble des cinq catégories de stocks d'actifs mentionnées constituent le système dans lequel s'inscrit le processus quantitatif et qualitatif de la croissance et du développement. Certaines de ces relations ont été largement étudiées

¹¹ PUTNAM (1993).

¹² GARRABÉ (2003b)

notamment celles entre le capital humain et le capital construit¹³, d'autres restent plus obscures.

3-Nous ne disposons pas pour le moment d'un modèle satisfaisant permettant de comprendre comment cette articulation est organisée, ni même d'analyses et de mesures permettant d'établir quelles doivent être, selon les situations, les parts relatives de l'accumulation de chacune de ces formes de capital. Ce que nous savons, par contre, c'est qu'elles contribuent au processus, et que les OESS participent de façon significative à sa mise en œuvre.

- Contribution à l'accumulation de capital technique.
- Contribution à l'accumulation de capital humain.
- Contribution à l'accumulation de capital naturel.
- Contribution à l'accumulation de capital social.
- Contribution à l'accumulation de capital institutionnel.

A-Contribution à l'accumulation de capital technique.

Le capital technique recouvre toutes les capacités productives constituant les structures et infrastructures dans lesquelles s'organise le travail . Les OES contribuent à l'accumulation de capital technique ainsi :

1-Constitution d'un capital technique propre (coopératives, SCOP, SCIC, structures du tourisme social, maisons de retraite etc...).

2-Maintien de structures et/ou accumulation dans des entreprises du secteur privé qui disparaîtraient en l'absence d'OESS (commerce éthique, coopératives, ...)

3-Aménagement du territoire et maintien-développement de structures collectives (actions en milieu rural, quartiers urbains, structures sportives...)

B-Contribution à l'accumulation de capital humain.

Le capital humain est constitué d'un ensemble de ressources accumulées et structurées, comprenant la santé, le savoir et les compétences. Cependant la mobilisation de cette forme de capital nécessite le développement de capacités d'accès, nommées capabilités.

1-Production de Capabilités. Les capabilités¹⁴ de base correspondent au fait qu'une personne puisse accomplir certains actes fondamentaux, se déplacer, assurer la satisfaction de ses besoins nutritionnels, participer à la vie sociale de la communauté¹⁵. De ce point de vue les capabilités constituent un stock de capacités d'accès. Les capabilités correspondraient à des opérateurs de transformation de biens et services en utilités individuelles. Elle sont notamment une production « sur mesure » destinée à une population économiquement et socialement fragile. L'économie sociale est une productrice essentielle de capabilités Elles sont d'évidence, la production commune de toutes les structures d'insertion.

2-La production de qualifications physiques (santé), est l'objet de l'action de tout le secteur sanitaire et social par exemple.

¹³ BECKER G. (1993), BARRO R. (2001),

¹⁴ SEN A.K (1993).: Ethique et économie Paris PUF

¹⁵ idem (p 210)

3-La production de qualifications cognitives. La formation interne (salariés et membres) et externe (bénéficiaires) ou l'accès au savoir scientifique, technique ou culturel) est le fait de très nombreuses structures du secteur (éducation populaire). On peut rattacher à ce niveau de qualification cognitive, les actions de production et de préservation culturelle (langues régionales, mémoires locales).

4-Enfin la production de qualifications intellectuelles et sociales non cognitives, telles que les aptitudes diverses personnelles comme l'aptitude relationnelle et l'innovation intellectuelle, est aussi l'objet de l'action d'OESS.

C-Contribution à la production de capital naturel.

Dans ce domaine l'activité de certaines structures de l' ESS s'exerce au triple niveau de la prévention, de la protection et de la restauration des actifs patrimoniaux naturels.

1-Ces aspects de l'action de structures du secteur ont des conséquences sur la situation productive de certaines activités comme l'agriculture ou le tourisme, mais aussi des conséquences sur l'utilité présente et future des usagers du patrimoine naturel.

2-A ce titre d'ailleurs le terme d'usager n'est que partiellement adapté tant il est vrai que la profusion de valeurs du capital naturel ne concerne que pour partie les usagers. Un travail de repérage des éléments constitutifs de l'actif forestier est, à titre d'exemple, de ce point de vue significatif¹⁶. En effet on peut distinguer douze composantes différentes, représentant des valeurs de nature différentes.

3-Le capital naturel est pourvoyeur de valeurs d'usage présentes et futures, appropriables ou collectives, mais aussi de valeurs d'existence ou d'héritage¹⁷. La prévention de son gaspillage, la protection de son renouvellement, voire sa restauration participent de sa durabilité, et donc de la durabilité du développement régional.

D-Contribution à la production de capital social.

1-Le capital social est constitué d'un stock de liens sociaux volontaires¹⁸ sorte de potentiel relationnel productif. Il représente la densité et l'intensité de l'ensemble des liens dont les individus et les groupes, disposent comme ressource, et dont ils peuvent user pour des raisons personnelles, de solidarité ou autres. Le capital social se réfère aux connexions entre les réseaux individuels et collectifs, aux normes de réciprocité et à la confiance qui les caractérisent¹⁹. Les plates-formes d'initiative locale sont des exemples de l'efficacité de ces réseaux sur la création de richesse et d'emploi au niveau de la région L-R-S.

2-Cependant il ne faut pas réduire le capital social à l'existence de simples réseaux, il est aussi porteur de normes, de valeurs et de convictions communes²⁰.

3- Les OESS jouent un rôle particulier et déterminant dans la production du capital social. En effet l'activité associative en particulier, inculque à ses membres des habitudes de coopération, de solidarité, et de civisme²¹. La disposition d'un stock de liens personnels, à

¹⁶ GARRABÉ M (2002) : Evaluation des fonctions non marchandes in Usages et fonctions multiples de la forêt méditerranéenne Chap 8 CEMAGREF

¹⁷ La valeur d'existence d'un actif représente la disposition à payer pour protéger par exemple un actif naturel sans objectif d'usage

¹⁸ Cette caractéristique est importante.

¹⁹ PUTNAM R. : (2000) (p 19).

²⁰ OCDE (2001) : (p47)

²¹ KNACK 2001: (p219).

comme conséquence la confiance en soi et dans les autres²², elle constitue un facteur de cohésion sociale, au moins dans le cas général, susceptible de générer des comportements altruistes.

4-PUTNAM (2000) a montré que le capital social informel, influe sur l'efficacité des organisations chargées de l'insertion et de la cohésion sociale. Les associations civiques bénévoles, qu'il appelle les « écoles de la démocratie », sont déterminantes dans le développement des compétences sociales et civiques.

5-Les OESS et plus particulièrement les associations sont, pour beaucoup, des organisations qui ont plusieurs fonctions importantes dans la production de capital social et donc concourent à la production de richesses, de façon directe, mais aussi indirecte.

6-Au niveau micro, le capital social et la confiance qu'il génère, réduisent les coûts de transaction, facilitent l'exécution des contrats et permettent l'accès au crédit dans de meilleures conditions. Au niveau macro, la cohésion sociale facilite le fonctionnement démocratique et améliore la qualité et l'efficacité des politiques²³.

7-PUTNAM (1993)²⁴ considérait que la participation aux associations horizontales était une source de confiance et de liens sociaux favorisant l'efficacité gouvernementale et la performance économique. En effet, pour lui, le succès relatif de l'Italie du Nord par rapport à celle du Sud serait dû, pour une part importante, à la richesse de sa vie associative.

8-Le capital social joue, naturellement, un rôle important dans la réussite personnelle (TEMPLE 2001). Il améliore le Bien Etre de l'enfant (PUTNAM 2000), diminue le niveau de maltraitance (KOBBIN et COULTON 1997) et facilite l'accès à la vie adulte. Il peut même être l'occasion d'une diminution du développement de certaines maladies dégénératives (ROSE 2000) du fait du rôle de l'entourage du malade. On constate une corrélation entre les variations de capital social et la santé (PUTNAM 2000).

9-Il est un facteur de la baisse de la délinquance. Une baisse du capital social se traduit par un accroissement de la criminalité, par l'éclatement des familles et par une baisse de la confiance (FUKUYAMA 1995). Pour KAWACHI (1997), la délinquance est en effet due pour partie au manque d'estime de soi, de dignité et de statut social. Une étude de SAMPSON et alii (1997) montre que la confiance mutuelle et l'altruisme de voisinage explique la différence de criminalité entre certains quartiers de Chicago.

10-Le capital social pourrait avoir sur le bonheur un effet supérieur à celui de l'instruction et du revenu au moins pour les tranches de revenu moyennes et supérieures (BLANCHFLOWER et OSWALD (2000).

E-Contribution à la production de capital institutionnel.

1-Pour HELLIWELL²⁵, ce que nous nommons le capital institutionnel, se compose des institutions publiques, et privées, au nombre desquelles figurent les appareils politiques (gouvernance) et juridiques.

2-Dans la mise en place de ce capital institutionnel, on distingue classiquement des organisations publiques, privées et sociales.

²² Même si pour OLSON M. : (1982) les autres représentent seulement le groupe.

²³ EASTERLY et LEVINE: (1997).

²⁴ PUTNAM R.(1993) (pp89-90).

²⁵ 2001 intro (p XIV),

3-Le développement des structures institutionnelles est une activité importante des OESS, normes, label, etc...mais l'ESS produit aussi des organisations internes des structures en regroupements locaux, régionaux, en fédérations etc...Ces systèmes constituent des avantages importants pour la diffusion de l'information, la représentativité et donc l'action des organisations de base. La constitution de ce capital institutionnel permet des économies de coûts de fonctionnement, et accroît l'efficacité des actions.

VI- EVALUATION DES EFFETS DE L'ESS EN L-R-S.

A-Importance du secteur en Europe.

Sur 370 Millions d'habitants (Europe des 15), 30% sont membres d'une OESS (1997). Le secteur représente 6.5% des entreprises et 6% de l'emploi (1990). Le secteur bancaire coopératif 36 millions de sociétaires, 17% de parts de marché. Les mutuelles et coopératives d'assurance représentaient 29% du marché(1995)

B- Importance du secteur en France

1-Total : 760 000 entreprises et près de 1.7 Million de salariés (2000)

2-Associations : 740 000, pour 1.3 millions d'emplois (900 000 ETP).

47 Milliards d'€ de ressources dont 60% de fonds publics.

20Millions de membres, 10 Millions de bénévoles.

21000 associations emploient 80% des salariés (2000)

L'emploi se répartit dans 3 secteurs

-40% sanitaire et social

-30% éducation et recherche

-14% activités culturelles, sportives, récréatives

3-Coopératives :20 000

Coopératives non financières : 108 Milliards d'€ de CA et 500 000 salariés.

Banques coopératives : 60% des dépôts, 200 000 salariés.

4-Mutuelles : 5550

Mutuelles santé : 5500 ; 58000 salariés ; 19 Millions d'adhérents ; 40Millions de personnes protégées.

Mutuelles assurance : 35 ; 25000 salariés ; 16.5 Millions de sociétaires ; 30 Millions de personnes protégées.

C-En Languedoc-Roussillon-Septimanie.

Composante	Domaine	Etablissements	Effectifs	Masse SAL
Coopératives	Coop Agricoles	541	5269	263771,8
	Coop de Crédit	130	3750	116943,2
	Coop de Prod	28	232	3350,6
	Autres coop	85	1568	32062,1
	Total	784		
Mutuelles	Mutuelle d'ASS	84	855	23601,9
	Mutuelle de PREV	310	7316	203483
	Total	394		
	Educatiion	630	6466	94904,3
	Santé	111	5672	119309,3

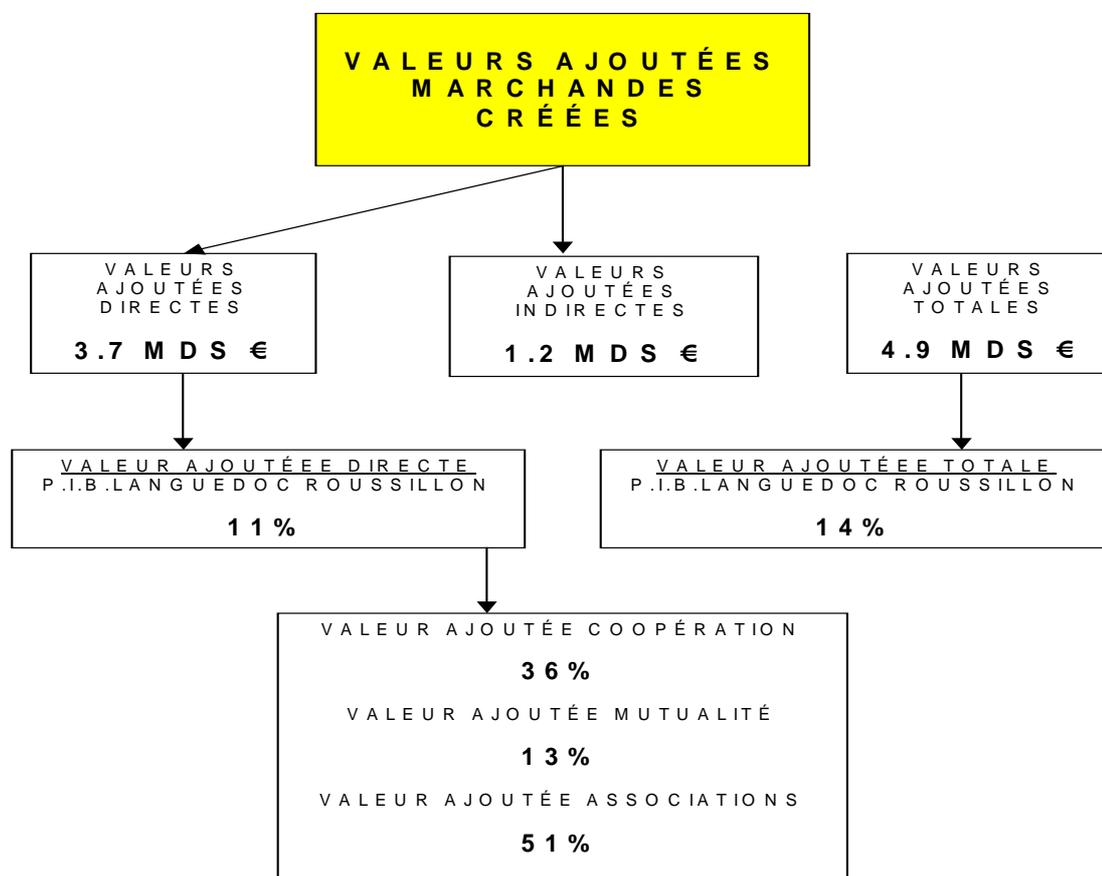
Associations	Social	970	24341	34697,3
	Sports-Culture-Loisirs	2755	8322	69916,7
	Hébergement-Restau	215	1368	24773,1
	Services entreprises	161	1256	22412,2
	Assoc de personnes	166	438	5648,9
	Insertion par l'ECO	34	584	10413,1
	Autres activités	3497	19227	262853,9
	Total	8933		
Autres		417	2279	44828,4
Total	Econ SOC et SOL	10134	88916	1645189,5
Part de l'ESS Dans le L-R-S		10.5%	11%	10%

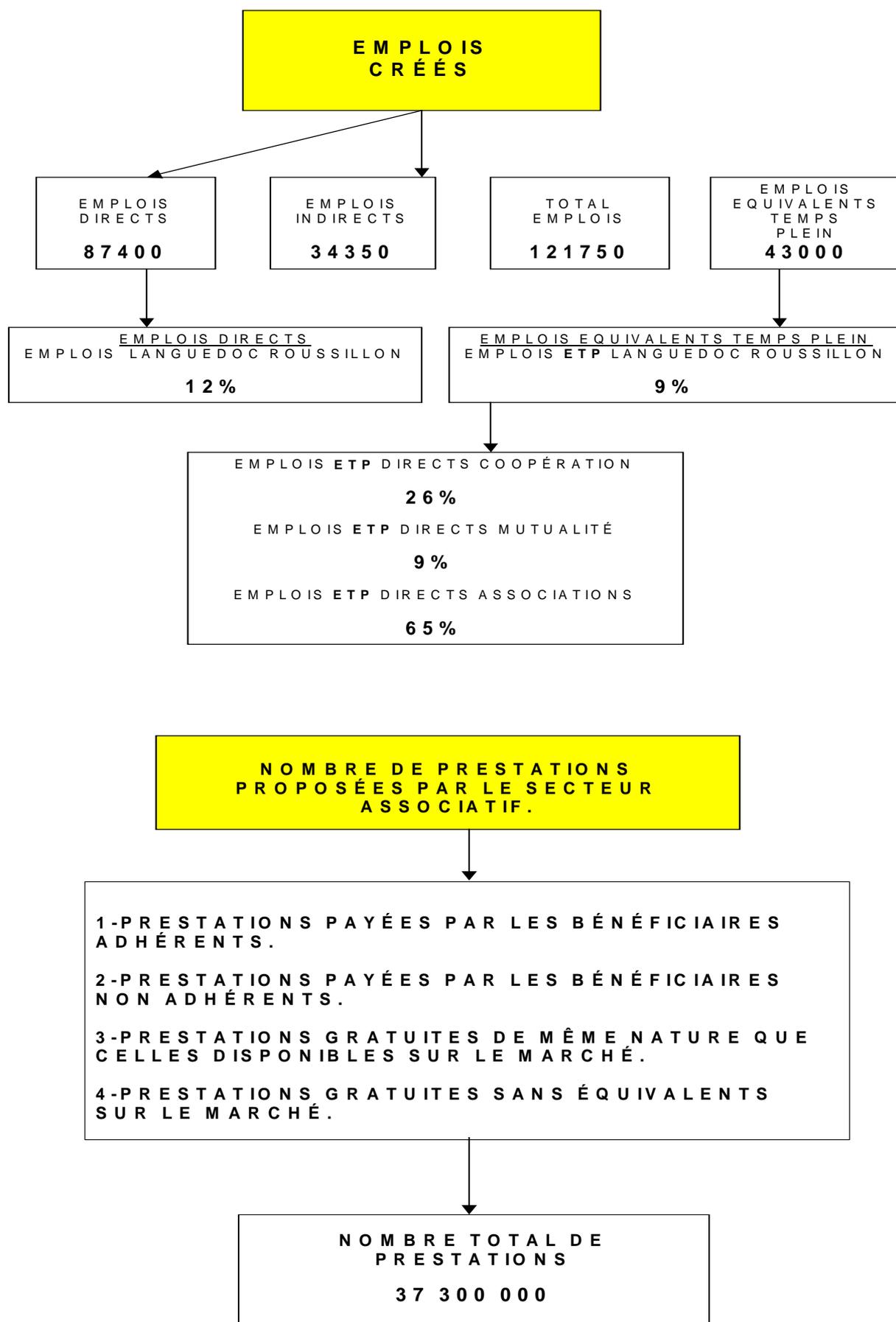
Source Urssaf+Msa 2002 (tableau CRES-LR)

C-Evaluation des effets de l'ESS en L-R-S.

1-Une étude réalisée en 1999 par le CEP-CRES donnait des résultats pour les variables présentées ci-après, en valeurs annuelles (correspondance en €).

2-Les résultats obtenus en 1999 ont été confirmés ultérieurement, par le traitement de données auxquelles nous n'avions pas accès. On vérifiera que le total de l'emploi direct obtenu par notre travail était de 87400, il est de 88916 en 2002 (source Urssaf+MSA). Ce qui nous autorise à les utiliser à nouveau pour rendre compte de l'importance du secteur en L-R-S. Seule la distribution entre les grandes « familles » apparaît différente, en ce qui concerne la proportion de coopératives et d'associations. Ce rapport ayant évolué en cinq ans.





SURPLUS DE SOLIDARITÉ DU SECTEUR ASSOCIATIF

« **SURPLUS** » PERÇUS PAR LES USAGERS DU FAIT DE PRESTATIONS MOINS CHÈRES (QUE SUR LE MARCHÉ), OU DE MEILLEURE QUALITÉ POUR UN PRIX IDENTIQUE.

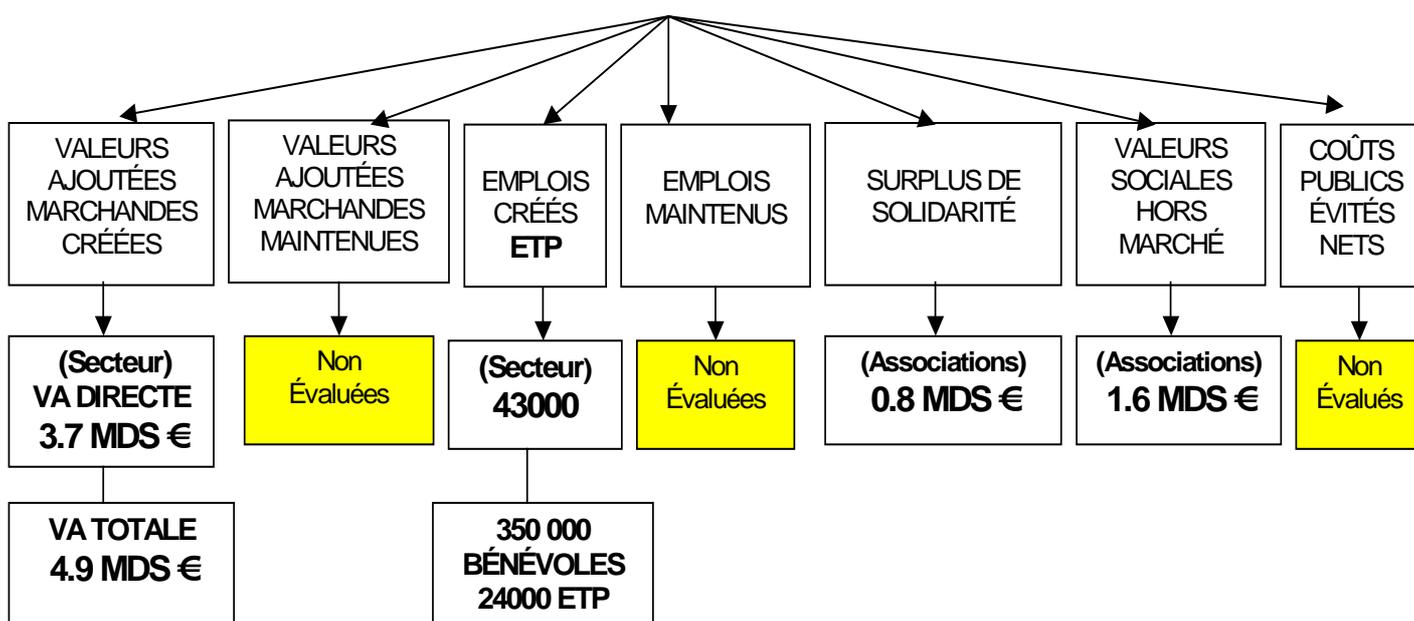
ÉVALUÉS À PARTIR DE L'ACCROISSEMENT PRÉVISIBLE DU PRIX D'UN BIEN OU D'UN SERVICE DANS L'HYPOTHÈSE DU PASSAGE DU STATUT ASSOCIATIF, À CELUI D'UNE ENTREPRISE CLASSIQUE À BUT LUCRATIF.

POUR UN FRANC DE SERVICE PAYÉ, LE BÉNÉFICIAIRE, REÇOIT UN SERVICE D'UNE VALEUR MARCHANDE DE 1,30 FRANCS

SURPLUS DE SOLIDARITÉ
0.8 MDS €

PRODUCTIONS DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

INDICATEURS



VII- LES RÉPONSES DE L'ESS AUX ENJEUX EN L-R-S.

1-A travers sa diversité structurelle et fonctionnelle, et dans le cadre de ses possibilités productives, le secteur de l'ESS contribue de façon significative à la production marchande, mais de façon irremplaçable à la production non marchande.

Secteur	Fonctions	Production	Accumulation
Marchand concurrentiel et solidaire	Production économique	Valeur ajoutée directe Valeur ajoutée indirecte Emploi direct et indirect Surplus de solidarité	Capital technique Capital humain
Marchand non concurrentiel et solidaire	Production sociale Préservation identité territoriale	Valeur ajoutée, emploi Surplus de solidarité Production d'aménité	Capital humain Capital social
Solidaire hors marché par insolvabilité	Alerte et signal Réponse à l'urgence Mobilisation et concernement	Coûts publics évités Coûts sociaux évités	Capital humain Capital social
Solidaire hors marché par nature	Mobilisation et concernement Articulation et médiatisation Innovation sociale Identité territoriale	Coûts publics évités Coûts sociaux évités Production de citoyenneté Capabilités/insertion	Capital humain Capital social Capital naturel Capital institutionnel

2-Aux enjeux regroupés, l'ESS peut apporter des contributions importantes.

Enjeux	Réponses	Structures
1-Croissance démographique	-Tourisme social -Identité territoriale -Aide au logement -Education et formation -Protection environnement	-Associations -Mutuelles -Coopératives d'utilisateurs
2-Vieillesse de la population	-Secours à la personne -Soins à domicile -Auxiliaires de vie -Accueil médicalisé	-Mutuelles -Associations (sanitaire et social) -Coopératives de médecins
3-Mixité	-Capabilités -Formation -Culture -Insertion -Citoyenneté -Sport	-Associations -Fondations -Entreprises d'insertion -Comité d'entreprise -Réseaux d'échange réciproque de savoirs
4-Diversification économique	-Crédit solidaire -Coopérative de production -Réseaux d'échange réciproque	-Coopératives de production (SCOP-SCIC) -Mutuelles -GEIQ (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification)
5-Productions technologiques	-Innovation sociale -Crédit	-Plateformes d'initiative locale -Coopératives
6-Préservation environnement	-Informations -Préservation -Restauration	-Associations -Coopératives d'utilisateurs
7-Equilibre des territoires	-Maillage d'activité -Crédit -Innovation sociale -Sel	-Associations d'insertion -Association de consommateurs -Coopératives de production -PLIE

3-L'ESS, du fait de sa place spécifique dans le processus régional, joue donc un rôle fondamental dans le développement durable par ses productions et par sa capacité d'accumulation ; elle est un partenaire actif de la mise en œuvre d'un développement régional durable.

4-Cependant son organisation interne (organisation de la production de certaines structures) et externe (coordination et articulation entre elles et les institutions du développement local), doivent être probablement améliorées, renforcées.

5-La mesure des effets de l'ESS fait l'objet de nombreux travaux concernant l'utilité sociale. Nous pouvons déjà évaluer, les surplus de solidarité, les surplus d'aménité, les coûts publics ou sociaux évités. Le développement d'un certain nombre de concepts et de méthodes orienté vers une approche des caractéristiques qualitatives des résultats et des impacts, apparaît possible et prometteur. Il est important de poursuivre ces approches encore fragmentaires, afin de faciliter la prise de décision.

6-Enfin, il conviendrait, pour clôturer cette rapide présentation de la contribution des OESS au développement durable régional, de dire un mot des coûts de contrepartie de cette production de ressources. Celle-ci consomme naturellement elle même des ressources. Sans approfondir cette question délicate, on peut toutefois signaler, de notre point de vue, au moins cinq composantes de ce coût de contrepartie. Respectivement, le coût d'opportunité des ressources réelles consommées au niveau de l'investissement requis et des consommations nécessaires, le coût d'opportunité des subventions et celui des dons, et le coût d'opportunité du bénévolat.

Annexe :

Contenu de la production de capacités d'une structure d'insertion.

a-Réduction des comportements d'inhibition

- démarches redevenues (devenues) possibles,
- prise de responsabilité envisageable

b-Recouvrement partiel de l'estime de soi et de sa dignité.

- recouvrement de la confiance en soi
- mise en valeur de soi

c-Meilleure gestion du temps.

- repérage temporel
- organisation du temps disponible
- recouvrement d'un rythme de vie

d-Connaissance de ses droits.

e-Connaissance des lieux administratifs et de recherche d'emplois.

f-Connaissance de méthodes d'investigation.

g-Recouvrement de la mobilité

On peut considérer que les avantages liés à ces effets sont les suivants :

- Effet d'autonomie.(a)
- Effet d'estime de soi (b)
- Effet d'organisation (c)
- Effet d'information et d'initiative (d,e,f)
- Effet de mobilité (g)

Ces effets représentent des formes diverses de capacités sociales. Or la disposition de capacités sociales est la condition de l'accès aux biens et services dont sont dépourvus les exclus, mais aussi la condition d'accès à la reconstruction d'un capital social.

Bibliographie.

- AUBERT F. et SYLVESTRE JP.**(2000) : Confiance et rationalité INRA 2000.
- BARRO R.J.** (2001): Education and Economic Growth In Helliwell ed.
- BROUSSEAU E.**(2000):Confiance ou contrat, confiance et contrat in Confiance et rationalité AUBERT F. et SYLVESTRE JP. Confiance et rationalité INRA 2000.
- CLERC D.** (1997) : L'économie des conventions ou comment instaurer de la confiance dans les rapports sociaux Alternatives économiques N°151 Septembre
- CLERC D** (1999) : Ethique : L'économie et la vertu. Alternatives économiques N°171 Mai .
- COLEMAN J.S.** (1988): Social Capital in the creation of Human Capital American Journal of Sociologie cvol 94 supplément (pp 95-120).
- EASTERLY W.et LEVINE R.** (1997): African's growth tragedy: politics and ethnic decisions Q.J.E. vol112 N°4 (pp1203-1250).
- FUKUYAMA F.** 1995) : Trust : The social virtues and the creation of prosperity. The Free Press New York.
- HARRISSON D, MANGEMATIN V., THUDEROZ C.** (1999) : La confiance. Gaëtan Morin éditeur Montréal
- HELLIWELL J.F.** (2001) : The contribution of Human and Social Capital to Sustained Economic Growth and Well-being: International Symposium Report HDCR/OCDE. Montréal Canada.
- GADREY J** (2002): Les bénéfices collectifs des activités de l'économie sociale et solidaire.CLERSE LILLE 2.
- GARRABÉ M.** (2001a) : Evaluation du poids de l'économie sociale en L-R avec L.Bastide et C.Fas RECMA Mai <http://www.creslr.org/oreslr/index.html>
- GARRABÉ M.** (2003b) : Utilité sociale et capital social interne : le cas d'une OES culturelle Novembre (18p). CEP-GRES-<http://www.creslr.org/oreslr/index.html>
- GARRABÉ M.** (2004) Appraisal of fuzzy social utility GRES (16) juin à paraître dans Evaluation review (Sage publications <http://www.creslr.org/oreslr/index.html>)
- JENSON J.** (1998): Mapping social cohesion:The state of canadian research Canadian Policy Research Networks Study.
- KNACK S.** (2001): Confiance, vie associative et performance économique in HELLIWELL (2001).chap 9.
- NORTH D.C.**(1993) : The new institutional Economics and Development.Washington University St Louis (8p).
- OCDE** (2001) : Du bien être des Nations : Le rôle du capital humain et social www.SourceOCDE.org
- OLSON M.** (1982) : The rise and decline of nations : Economic Growth, stagflation and social rigidities ; New Haven Yale University Press.
- PUTNAM R** (1993): Making democracy work. Princeton University Press.
- PUTNAM R** (2000):Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community New York Simon and Schuster.
- PUTNAM R** (2001): Social capital: Measurement and consequences in HELLIWELL J.F. (ed) HDCR/OCDE 2001.
- RODRIK D.**(2000):Development strategies for the next century. Harvard University www.ksg.harvard.edu/rodrrik/devstrat.PDF.
- ROSE E** (2000): How much does capital social add to individual health? A survey of study of russians Social science and medecine (pp1-15).
- SAMPSON R. et aii** (1997):Crime :a multilevel study of collective efficacy. Science 277.
- SEN A.**(1991): Ethique et économie, PUF Paris.
- TEMPLE** (2001) : Growth effects of education and capital social un OECE in HELLIWELL (2001)
- WOOLCOCK M.**(1998) : Social Capital and Economic Development : toward a theoretical synthesis and Policy Framwork Theory and Society 27 (2) pp151-208.